

## **Etre juif en terre persane**

**Pascale Bourgaux**

*upjf.org, 6 mai 2013*

**C'est le grand jour. Arvin, 13 ans, s'avance vers l'autel sculpté en bois et or. Les chants résonnent dans la synagogue. Fière et rayonnante dans son chemisier en soie rouge vif, sa mère verse une larme. Aujourd'hui, elle ne porte pas le foulard, pourtant obligatoire en République islamique, mais une fleur épinglée à son chignon. Car c'est un jour un peu particulier. Celui de la bar-mitsva de son fils. C'est ici, à Yussef Abad, quartier cossu du centre-nord de Téhéran, que se trouve la plus grande synagogue de la capitale. Les copains d'Arvin sont venus, tous scolarisés dans des écoles juives. Il en reste cinq à Téhéran, les dernières du pays. Elles subsistent grâce aux subventions du ministère de l'éducation. Le frère d'Arvin, lui, va à l'école publique, républicaine et islamique. "J'ai des amis juifs et des amis musulmans, ce n'est pas mal vu. Entre nous, la question de la religion ne se pose pas.**

**Après la cérémonie, les convives se retrouvent autour d'un buffet somptueux. Au menu : des mets traditionnels iraniens et... du vin. Le patriarche porte sous le bras son trésor : une bouteille de deux litres. "Ce vin a trente ans !", dit-il fièrement. Distillé à la maison, à l'ancienne. Et autorisé uniquement dans le cadre du culte. La bouteille s'arrête devant d'élégantes bourgeoises. Foulard en cachemire sur la tête, elles pourraient ôter leur voile, mais la présence d'hommes musulmans - l'interprète officiel et le photographe - les gêne. Des gobelets se tendent puis, au**

dernier moment, se ravisent. "Vous savez, c'est vraiment une exception liturgique...", précise l'une d'elles tout en refusant catégoriquement d'être photographiée et de poursuivre le dialogue. Face à notre obstination, elle lance : "Je suis conseillère de Khatami [président réformateur de 1997 à 2005, NDLR], je suis une figure publique. Alors si vous insistez, j'appelle la police !" Pas si simple d'être juif en Iran...

Reconnus comme minorité dans la Constitution de 1979, au même titre que les chrétiens et les zoroastriens, les juifs sont représentés au Parlement par un unique député. Dans ce grand hémicycle à la moquette verte, Ciamak Morsadegh siège parmi 289 autres élus, dont quelques femmes couvertes du long tchador noir et des mollahs coiffés du turban de la même couleur réservé aux sayyid, les descendants du Prophète. Quand il n'est pas au Parlement, Ciamak Morsadegh passe ses journées à l'hôpital juif de Téhéran, dont il est le directeur. Fondé sous le Shah, le lieu accueille désormais principalement des patients musulmans. "Cet hôpital est un symbole de la tolérance en Iran, dit-il d'emblée. Nous recevons l'aide du président Ahmadinejad. Et, nous, les médecins, nous travaillons quasi gratuitement, juifs, musulmans et chrétiens, tous unis pour le bien de la nation iranienne."

Une peinture idyllique dans un contexte où Israël menace régulièrement l'Iran de frappes ciblées sur ses sites nucléaires... Mais en cas de guerre, cette "nation iranienne" resterait-elle unie ? Les juifs combattraient-ils sous la bannière de la République iranienne ? "Bien sûr !, s'agace le député. Nous avons eu des martyrs, nous aussi, pendant la guerre Iran-Irak ! Qui veut détruire les intérêts nationaux est notre ennemi. Il n'y a pas de différences. Que ce soit Israël ou, auparavant, l'Irak. Nous sommes prêts à défendre notre pays contre l'OTAN, contre les États-Unis et contre Israël !" Malgré ces gages de patriotisme enflammés, la loyauté des juifs iraniens reste, aux yeux du régime, sujette à caution. Comme tous les autres jeunes hommes du pays, ils accomplissent leur service militaire, mais ne deviennent jamais officiers. Et si la communauté compte quelques rares hauts fonctionnaires, ils n'accéderont jamais à des postes de responsabilité gouvernementale.

## **PAS FACILE D'ÊTRE JUIF EN TERRE PERSANE**

isranet-publications

Communiqués Isranet, May 10, 2013

<https://www.isranet.org/communiqués-isranet/pas-facile-detre-juif-en-terre-persane/>

---

**Il en va de même pour les autres minorités iraniennes. Même si pour les juifs, la situation est plus complexe encore, à cause de l'antisémitisme déclaré de l'Iran depuis la révolution islamique. Car le fond du problème, pour les ayatollahs, c'est bien l'existence même d'Israël, qu'ils utilisent comme thème "fédérateur" dans la région. En niant le droit d'exister à l'Etat hébreu et en se présentant comme le champion de la cause palestinienne, ce régime chiite parvient, depuis trente-quatre ans, à séduire la rue arabe, pourtant majoritairement sunnite. Il pousse d'ailleurs la logique jusqu'au bout en y interdisant les voyages. Tout Iranien, qu'il soit juif ou non, qui franchit des frontières présentées comme "illégitimes", est passible de cinq ans de prison.**

**Mais, comme souvent en Orient, quand il s'agit de la sphère privée, la règle n'est pas vraiment respectée. Le système est simple et connu de tous : les passagers prennent deux avions, en passant par une escale "alibi" comme la Turquie, et les douaniers israéliens apposent les cachets d'entrée et de sortie sur une feuille du passeport "volante". Ces voyages sont importants pour une communauté juive très éparpillée. Des 80 000 juifs présents à l'époque du Shah, il en reste à peine un huitième aujourd'hui : 8 500, recensent les statistiques officielles ; 10 000, rectifie l'Association nationale des juifs d'Iran, qui affirme que certains juifs vivent "cachés", préférant taire leur religion. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a aujourd'hui plus de juifs iraniens en Israël et aux Etats-Unis qu'en Iran...**

**Ceux qui sont restés défendent donc soigneusement leur choix. "Dans les autres pays où il n'y a pas de menaces de frappes militaires, les juifs doivent beaucoup plus se protéger que nous. En France, par exemple, vous le savez bien, la communauté juive a eu beaucoup de problèmes, avance le président de l'association. En Turquie, en Egypte, les synagogues sont régulièrement attaquées, incendiées. Dieu merci, en Iran, aucune minorité religieuse n'a eu ce genre de problème. Et cela malgré l'hostilité qui existe entre l'Iran et Israël... En fait, l'Iran fait vraiment la différence entre le sionisme et le judaïsme."**

**Président de l'Association nationale des juifs d'Iran, Hodayoun Sameyah reçoit dans un vaste appartement, situé au deuxième étage d'un bâtiment officiel : le**

siège de son association, subventionnée par l'Etat, qui organise activités pour les jeunes, fêtes et concours. Comme la plupart de ses coreligionnaires, il sait que sa liberté a un prix : la prudence, voire le silence. Il avance donc à pas comptés sur des sujets aussi délicats que le négationnisme affiché du président ultraconservateur, Mahmoud Ahmadinejad. "Il y a eu des discussions et, malgré mon respect pour la présidence de la République islamique d'Iran, je pense, personnellement, que même s'il n'y avait eu qu'un seul juif tué pendant la deuxième guerre mondiale, à cause de son appartenance religieuse, l'acte est un crime et doit être condamné."

Une thèse que ce pharmacien peut défendre en public, avec une marge de manœuvre très limitée. "En Iran, la liberté d'expression existe. Il y a trois ou quatre jours, je parlais devant une assemblée d'étudiants bassidjis, donc très conservateurs. Lors de mon intervention, j'ai condamné le massacre des juifs pendant la seconde guerre mondiale et il n'y a pas eu de problème." Le professeur Sameyah insiste sur le mot "massacre", à défaut d'"holocauste", terme que réfute le régime des mollahs, l'utilisant plus volontiers au sujet des Palestiniens. "Mais il y a bien eu un massacre et un génocide pendant la deuxième guerre mondiale", conclut le pharmacien, audacieux.

Tous ne vont pas aussi loin, faute de maîtriser à la perfection l'art de la dialectique persane. La plupart fuient cette bataille sémantico-politique et évitent carrément le sujet. A Yussef Abad, la fête pour la bar-mitsva d'Arvin bat son plein, et le vin qui circule en petite quantité ne délie pas vraiment les langues. Lorsqu'on aborde la question avec un fidèle, il balbutie, tétanisé : "Nous n'avons pas beaucoup d'informations sur l'Holocauste. Cet événement s'est apparemment passé pendant la deuxième guerre mondiale. Comme nous étions en Iran, loin du conflit mondial, et que l'Iran était un pays neutre, nous ne pouvons pas savoir ce qui s'est passé en Allemagne." Pas facile décidément d'être juif en Iran.

**Oui à la nouvelle initiative arabe ! Niet aux lignes de 1949 !**

**Freddy Eytan**

*Le CAPE de Jérusalem, le 2 mai 2013*

Depuis les célèbres « Trois Non » prononcés par la Ligue arabe au sommet de Khartoum tenu juste après la guerre des Six Jours, fin août 1967, nous constatons que les chefs d'Etats arabes réalisent que l'Etat juif existe bien et qu'il sera impossible de le vaincre un jour sur le champ de bataille. En 1977, Anouar el Sadate avait bien compris ce message, conscient que seule la négociation et la fin de la belligérance pourraient aboutir à une paix viable. En effet, il a obtenu gain de cause en récupérant son territoire sans tirer un seul coup de feu. Quant aux chefs palestiniens, ils ratent à chaque fois les bonnes occasions diplomatiques et les grands rendez-vous de l'Histoire en rêvant toujours de la grande Palestine, de la « mer au fleuve ».

Certes, la fameuse déclaration de Khartoum proclamant : Non à la paix, Non à la négociation, et Non à la reconnaissance d'Israël est devenue pathétique après plus de 4 décennies, mais elle sert toujours de slogan pour les saboteurs de la paix : le Hamas, le Hezbollah, l'Iran et les extrémistes islamistes.

Comment donc relancer le processus de paix sans aucune condition préalable comme l'exige très justement le gouvernement Netanyahu ? Et comment ne pas aussi prendre en considération la nouvelle donne sur le terrain puisque plus de 750 000 Israéliens vivent au-delà des frontières d'avant juin 67, notamment dans la périphérie de Jérusalem ? Le dossier est donc complexe et compliqué et pour certains demeure insoluble car le conflit n'est pas uniquement territorial ! Tant que les Palestiniens, le Hamas et le Fatah réunis, ne décideront pas de mettre un terme à la belligérance et ne reconnaîtront pas clairement et sincèrement l'existence de l'Etat juif sur sa terre trimillénaire et son droit légitime de se doter de frontières sûres et défendables, la paix avec les Arabes ne pourra jamais se réaliser ! Cette position est aussi partagée par la majorité des ministres du gouvernement et par une grande partie des Israéliens qui souhaitent certes la paix mais sont profondément déçus des accords précédents signés avec l'Autorité

palestinienne, et surtout par les néfastes conséquences provoquées par le « printemps arabe ».

Cette tendance négative a été renforcée par les démarches diplomatiques unilatérales et la délégitimation systématiques de l'Etat juif au sein des instances internationales. Elles furent provocantes et contreproductives.

Dans ce contexte, comment sortir de l'impasse ? Nous apprécions bien entendu les dernières déclarations des chefs arabes et leur décision de gommer définitivement les déclarations de Khartoum, ainsi que leur volonté pragmatique pour des rectifications de frontières. Certes, il s'agit d'un pas significatif et dans la bonne direction, et nous disons OUI à la négociation et à la reprise du processus de paix, car c'est aussi notre propre intérêt. Toutefois, ce n'est sans doute pas une Ligue arabe divisée et impuissante devant les turbulences dans la région, et incompétente pour régler la crise syrienne qui pourra relancer le processus de paix. Ni non plus le Qatar qui a pris l'initiative car ses intérêts sont transparents et ne sont que mercantiles.

Notre conflit a lieu avec nos voisins les plus proches, avec les Palestiniens, et un règlement ne se fera qu'avec eux et par étapes. Tant que les Palestiniens ne se réveilleront pas de leur torpeur, qu'ils ne renonceront pas à leur revendication sur toute la Palestine et le « droit au retour », eh bien, une paix sincère et viable avec eux ne pourra pas voir le jour ! Nous rejetons avec force l'idée d'un Etat binational et nous espérons que les Américains et les Européens partagent notre conception et respectent notre droit légitime sur notre terre ancestrale. Soyons clairs, les pressions ou un diktat de leur part n'aboutiront à rien de positif et le résultat serait que le conflit perdurera de longues années encore.

*Le Figaro, 3 mai 2013*

**Sur la déclinaison palestinienne du moteur de recherche, le mot «Palestine» remplace la mention «Territoires palestiniens» qui apparaissait auparavant.**

**La diplomatie se joue aussi sur Internet: Google a décidé de remplacer le terme «Territoires palestiniens» par «Palestine» sur sa page palestinienne. Un choix pas anodin, qui irrite le ministère des Affaires étrangères israélien.**

**Le moteur de recherche américain offre des déclinaisons nationales de son interface. Les versions diffèrent peu, en dehors de critères de recherche. La page de Google France, accessible à l'adresse google.fr, s'affiche en français avec la mention «France» au-dessous du logo de la firme. Le schéma est similaire pour la plupart des pays.**

**Sur le portail palestinien, le logo affichait auparavant «Territoires palestiniens», tel que les régions de Jérusalem-Est, de Cisjordanie et de la bande de Gaza sont dénommées depuis les Accords d'Oslo de 1991. Mais depuis le 1er mai, c'est la mention «Palestine» qui est lisible à l'adresse google.ps.**

**Ce changement de la mention du pays sur le portail palestinien fait suite à la décision prise par l'ONU, en novembre, de reconnaître la Palestine comme État observateur non-membre.. Elle était jusqu'alors «entité» observatrice. Cette reconnaissance a constitué un pas diplomatique supplémentaire vers la définition de la Palestine comme État.**

**«Nous changeons le nom de «Territoires palestiniens» en «Palestine» dans tous nos produits», a confirmé vendredi un porte-parole de Google à l'AFP. «Nous consultons**

une série de sources et d'autorités pour nommer les pays. Dans ce cas, nous suivons l'ONU, l'Icann (régulateur des noms de domaine sur internet, NDLR) l'ISO (Organisation internationale de normalisation, NDLR) et d'autres organisations internationales», a-t-il expliqué pour justifier ce choix.

Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères a regretté cette décision. Il estime que «ce changement soulève des questions sur les raisons» qui ont poussé «une entreprise internet privée» à s'impliquer «dans la politique internationale, et d'une manière controversée».

Sur Twitter, beaucoup de messages ont salué l'initiative du géant d'Internet. Certains commentaires ironisaient néanmoins sur le fait que cette question diplomatique se joue sur le site. Un utilisateur se demande ainsi si «ces choses sont désormais de la responsabilité de Google?».

Une autre internaute s'interroge sur les prochaines mesures que pourrait prendre Google: «Et maintenant, qu'en est-il de la mise à jour de Google Maps, qui ne mentionne aucunement la Palestine?»

Ce n'est effectivement pas la première fois que la firme américaine est impliquée dans une polémique liée au conflit israélo-palestinien. Sur son service de cartographie Google Maps, une recherche de la mention «Palestine» fait apparaître les territoires palestiniens sans indiquer de nom d'État. Le service de vue satellite Google Earth a aussi été critiqué pour rendre inaccessible certains territoires occupés. Les équipes de Google avaient d'ailleurs dû faire face au mécontentement de responsables palestiniens avant de pouvoir se rendre sur place.